

Madagascar

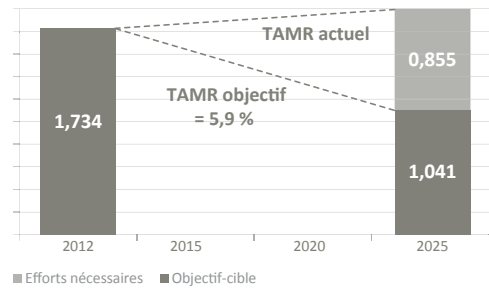
Date d'adhésion :
Février 2012

Faits marquants

- Des Offices Régionaux de la Nutrition et des Groupes régionaux de suivi-évaluation sont opérationnels dans toutes les régions de Madagascar et permettent d'assurer la coordination des interventions et le suivi de la mise en œuvre du PNAN II. Des villages de nutrition dans les 22 Régions servent à démontrer la nécessité des interventions multisectorielles et regroupent les intervenants des différents secteurs. Les actions de sensibilisations sont entreprises aux niveaux des ménages et des villages.
- Il existe un réseau actif de femmes membres du parlement qui plaident en faveur de la nutrition.
- La nutrition est incluse dans le Plan national de développement (PND 2015-2019) et dans son plan de mise en œuvre (PMO).

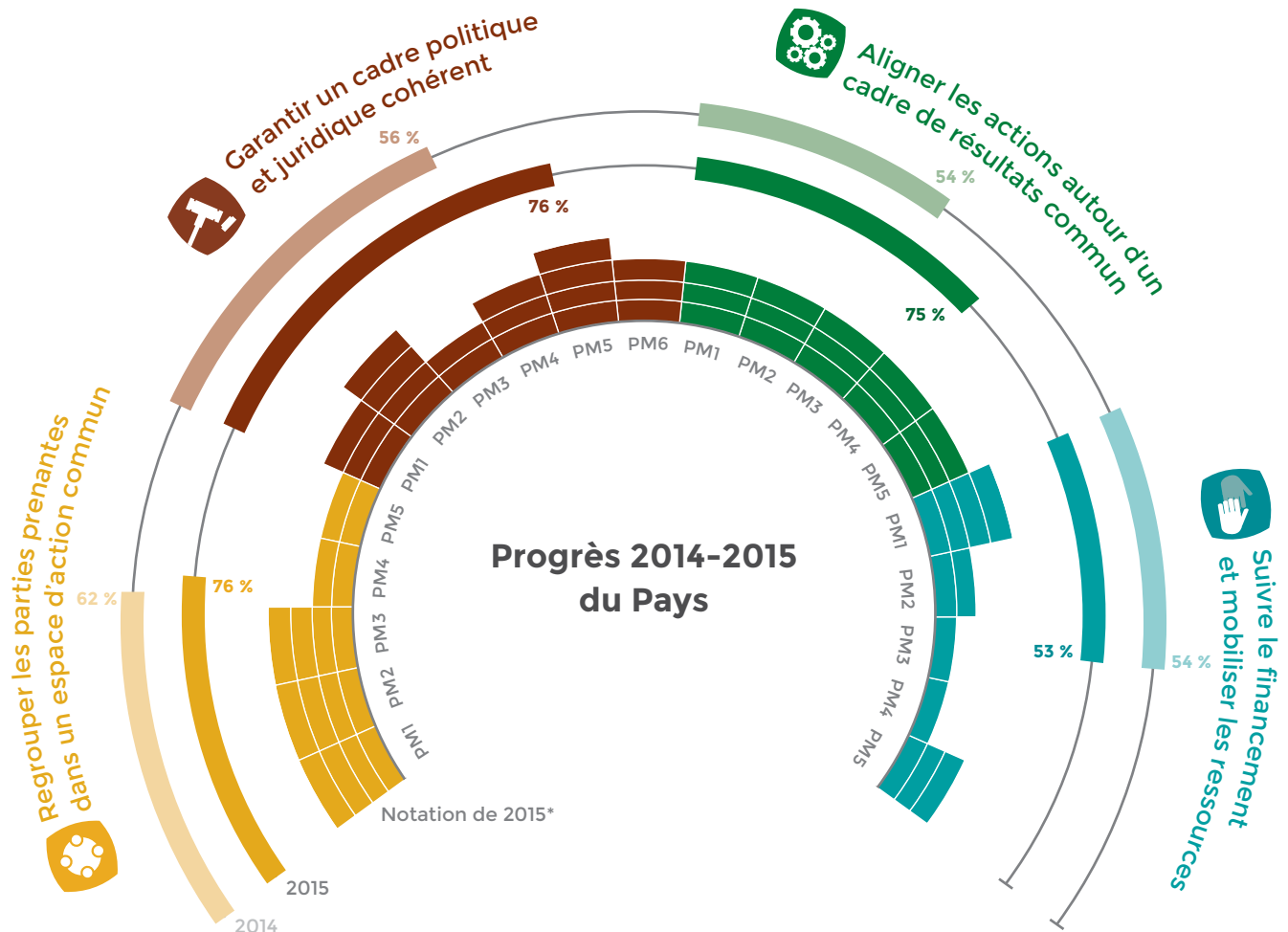
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 49,2 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 22,5 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	49,2 %
Faible poids à la naissance :	12,7 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	50,7 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	-
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	-
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	31,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



L'Office National de Nutrition a été créé par le Gouvernement Malagasy pour coordonner les interventions de lutte contre la malnutrition, il est rattaché à la Primature et à ses représentations, les Offices Régionaux de Nutrition, dans les 22 régions de Madagascar. Le Conseil national de la nutrition (CNN) est la plateforme multisectorielle et multi-acteurs pour la nutrition. Il est présidé par le Premier Ministre et est composé de plusieurs ministères et membres du parlement, des bailleurs et partenaires technico-financiers, des ONGs. Le CNN supervise l'Office national de nutrition (ONN). Chaque département ministériel rend compte à sa hiérarchie.

Les plateformes de la société civile (HINA) et des Nations Unies sont opérationnelles. La plate-forme du secteur privé et de la recherche sont en train de valider leurs termes de référence.

Une table ronde du secteur de la nutrition a été organisée afin de réaffirmer l'engagement des donateurs et du gouvernement pour la nutrition.

Le gouvernement, les Nations Unies et la société civile participent de façon systématique aux réunions du cluster nutrition.

Un mapping des interventions et des intervenants a été réalisé et diffusé.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



La Politique Nationale de Nutrition date de 2004 et a été déclinée en Plans National d'Actions pour la nutrition (PNAN I en 2004-2009 et PNAN II pour la période 2012-2015). **Ces documents sont utilisés comme cadre de référence pour les acteurs.**

La législation nationale en matière de fortification des aliments, d'iodation du sel et de protection de la maternité est en place. Cependant, le décret d'application du Code National sur les substituts du lait maternel n'est pas appliqué.

La Nutrition est relativement bien intégrée dans les politiques sectorielles **et en particulier dans le Plan Sectoriel d'Agriculture, d'Élevage et de Pêche PSAEP 2015-2025.** Mais Madagascar a entamé un processus de rédaction et d'actualisation des directives sur l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles afin d'en guider l'application.

Intégration de la nutrition dans le Plan National de Développement (PND 2015-2019) et son Plan de Mise en Œuvre (PMO).

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le PNAN II couvre la période 2012-2015 et est actuellement mis en œuvre. Il bénéficie d'un plan de mise en œuvre et d'un plan de suivi-évaluation élaboré de façon collégiale. Il prend en compte les plans sectoriels des ministères, des donateurs et des ONG.

Le PNAN II comprend cinq priorités stratégiques couvrant la prévention et la gestion de la malnutrition, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'efficacité de la coordination en matière de nutrition. **L'approche des 1000 jours guide le PNAN II.**

Un processus d'évaluation du PNAN II est en cours.

Les groupes régionaux de suivi-évaluation (GRSE) sont aujourd'hui opérationnels et permettent de suivre la mise en œuvre du PNAN II.

Coordination des interventions des acteurs par l'ONN avec notamment la mise en place des villages de nutrition dans les 22 Régions.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le PNAN II et le PMO sont budgétisés et inscrits au budget du Gouvernement. Les écarts de financement ont été estimés et ont révélé un financement de la nutrition bien au-dessous du niveau jugé nécessaire pour atteindre les objectifs du PNAN II. **Ceci est dû à un manque d'informations sur les ressources disponibles auprès des différents intervenants et un déblocage des fonds alloués non assuré par l'Etat. Un canevas pour le suivi financier a été élaboré par l'ONN mais le retour de tous les acteurs n'est pas encore effectif.**

La nutrition à Madagascar a été incluse dans la loi des finances et est soutenue par une ligne budgétaire de l'État et le Programme d'investissement public (PIP).

Le plan de mise en œuvre (2015-2019) du PND a été budgétisé.

Intégration de la nutrition dans le 11ème FED (Fonds Européen pour le Développement).

Suivre le financement et mobiliser les ressources